

**Décision de la Commission nationale siégeant en formation restreinte
sur l'issue de l'enquête n°[...] menée auprès de l'Administration
communale de Dalheim**

Délibération n° 9FR/2023 du 24 juillet 2023

La Commission nationale pour la protection des données siégeant en formation restreinte composée de Mme Tine A. Larsen, présidente, et de Messieurs Thierry Lallemand et Marc Lemmer, commissaires ;

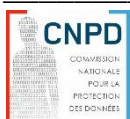
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

Vu la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, notamment son article 41 ;

Vu le règlement d'ordre intérieur de la Commission nationale pour la protection des données adopté par décision n°3AD/2020 en date du 22 janvier 2020, notamment son article 10 point 2 ;

Vu le règlement de la Commission nationale pour la protection des données relatif à la procédure d'enquête adopté par décision n°4AD/2020 en date du 22 janvier 2020, notamment son article 9 ;

Considérant ce qui suit :



Décision de la Commission nationale siégeant en formation restreinte sur l'issue de l'enquête n°[...] menée auprès de l'Administration communale de Dalheim

I. Faits et procédure

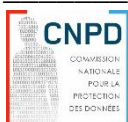
1. Lors de sa séance de délibération du 9 décembre 2022, la Commission nationale pour la protection des données siégeant en formation plénière a décidé d'ouvrir une enquête auprès de l'Administration communale de Dalheim, sise à Gemengeplaz, L-5680 Dalheim (ci-après : le « contrôlé »), sur base de l'article 38 de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données (ci-après : la « loi du 1^{er} août 2018 ») et de désigner Monsieur Alain Herrmann comme chef d'enquête.

2. Ladite décision a précisé que l'enquête menée par la Commission nationale pour la protection des données (ci-après : la « CNPD » ou la « Commission nationale ») avait pour objet de contrôler l'application et le respect du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après : le « RGPD ») et de la loi du 1^{er} août 2018 et des textes légaux prévoyant des dispositions spécifiques en matière de protection des données à caractère personnel et plus précisément l'application et le respect des articles 37.1.a) et 37.7 du RGPD.¹ L'enquête avait concrètement pour objet de contrôler le respect de l'obligation de désigner un délégué à la protection des données (ci-après : « DPD ») et de communiquer les coordonnées à l'autorité de contrôle. Elle faisait suite à un contrôle général que la CNPD avait effectué auprès de toutes les communes luxembourgeoises au cours de l'été 2022.

3. Le contrôlé a été informé de l'ouverture de l'enquête à son égard par courrier du chef d'enquête en date du 3 février 2023. Dans ce courrier, le chef d'enquête a demandé au contrôlé « *de bien vouloir prendre connaissance des constats initiaux ci-dessous :*

Par courrier du 11 Août 2022, la présidente de la CNPD a rappelé au Bourgmestre son obligation de désigner un délégué à la protection des données (ci-après le « DPD »), ainsi que son obligation de notifier la CNPD de cette désignation (PIECE 1).

¹ Délibération N°[...] du 9 décembre 2022 de la Commission nationale pour la protection des données relative à l'ouverture d'une mission d'enquête auprès de l'Administration communale de Dalheim.



Décision de la Commission nationale siégeant en formation restreinte sur l'issue de l'enquête n°[...] menée auprès de l'Administration communale de Dalheim

En l'absence de réaction de la part du Bourgmestre, la présidente de la CNPD lui a adressé un rappel daté du 23 septembre 2022 (PIECE 2).

A la date de la rédaction de ce présent courrier, et après consultation du registre des délégués à la protection des données, les agents enquêteurs n'ont pas identifié de désignation d'un DPD pour votre commune ».

4. Le contrôlé a répondu au courrier d'ouverture d'enquête par courriel du 9 février 2023.

5. A l'issue de son instruction, le chef d'enquête a notifié au contrôlé en date du 11 avril 2023 une communication des griefs détaillant le manquement qu'il estimait constitué en l'espèce par rapport aux exigences prescrites par l'article 37.7 du RGPD (obligation de communiquer les coordonnées du DPD à l'autorité de contrôle).

Le chef d'enquête a proposé à la Commission nationale siégeant en formation restreinte (ci-après : la « Formation Restreinte ») d'adopter une mesure correctrice.

La faculté de formuler ses observations écrites sur la communication des griefs a été offerte au contrôlé. Ce dernier n'a pas communiqué d'observations au chef d'enquête.

6. La présidente de la Formation Restreinte a informé le contrôlé par courrier en date du 23 mai 2023 que son affaire serait inscrite à la séance de la Formation Restreinte du 4 juillet 2023 et qu'il lui était offert la possibilité d'y être entendu.

Le contrôlé a informé la Formation Restreinte par courriel du 30 juin 2023 qu'il n'allait pas assister à ladite séance.

Lors de cette séance le chef d'enquête a exposé ses observations orales à l'appui de ses observations écrites et a répondu aux questions posées par la Formation Restreinte.

II. En droit

II.1. Sur les motifs de la décision

Sur le manquement lié à l'obligation de communiquer les coordonnées du DPD à la CNPD

1. Sur les principes

7. Conformément à l'article 37.1.a) du RGPD, tout responsable du traitement ou sous-traitant doit désigner un DPD si le « *traitement est effectué par une autorité publique ou un organisme public, à l'exception des juridictions agissant dans l'exercice de leur fonction juridictionnelle* ».

8. Sur base de l'article 37.7 du RGPD, tout responsable du traitement ou sous-traitant est par ailleurs obligé de communiquer les coordonnées du DPD à l'autorité de contrôle, c'est-à-dire en l'espèce à la CNPD.

9. Dans ses lignes directrices concernant les DPD,² le Groupe de Travail Article 29 a précisé les dispositions pertinentes du RGPD en la matière afin d'aider les responsables du traitement et les sous-traitants à respecter la législation, mais aussi d'assister les DPD dans leur rôle.

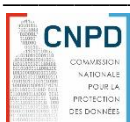
10. A noter que le Comité européen pour la protection des données, qui a succédé au Groupe de Travail Article 29 le 25 mai 2018, a repris et réapprouvé les documents adoptés par ledit Groupe entre le 25 mai 2016 et le 25 mai 2018, comme précisément les lignes directrices précitées.³

2. En l'espèce

11. Le chef d'enquête a acté dans sa communication des griefs qu'à « *la date d'ouverture d'enquête, et après consultation du registre des délégués à la protection des*

² Les lignes directrices concernant les DPD ont été adoptées par le groupe de travail « Article 29 » le 13 décembre 2016. La version révisée (WP 243 rev. 01) a été adoptée le 5 avril 2017.

³ Voir décision Endorsement 1/2018 du CEPD du 25 mai 2018, disponible sous : https://edpb.europa.eu/sites/edpb/files/files/news/endorsement_of_wp29_documents_en_0.pdf.



Décision de la Commission nationale siégeant en formation restreinte sur l'issue de l'enquête n°[...] menée auprès de l'Administration communale de Dalheim

données, les agents enquêteurs n'ont pas identifié de désignation d'un DPD pour l'Administration communale de Dalheim ».

12. Par ailleurs, il a observé que par courrier du 9 février 2023 « le contrôlé a informé les agents enquêteurs de l'existence d'un délégué à la protection des données externe, suite à la délibération communale datée du 25 février 2022 (PIECE 5) et s'excuse du retard pris dans la notification de ladite désignation à la CNPD. Le formulaire de notification était par ailleurs joint à la communication (PIECE 4) » et que « sur demande des agents enquêteurs, le Contrôlé a également transmis l'acceptation des deux offres soumises par [...]. (PIECE 6) ».

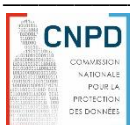
Dès lors, il a retenu que « les conditions de l'article 37, paragraphe (7) du RGPD n'étaient pas remplies à la date de l'ouverture de l'enquête ».⁴

13. La Formation Restreinte tient à souligner dans ce contexte que le contrôlé est une administration communale luxembourgeoise et de ce fait, un organisme public obligé d'avoir désigné au plus tard pour le 25 mai 2018, date d'entrée en application du RGPD, un DPD.

14. Elle note ensuite que le contrôlé avait répondu le 9 février 2023 au courrier du chef d'enquête du 3 février 2023 l'informant de l'ouverture de l'enquête à son égard. En annexe de ce courriel du 9 février 2023 se trouvaient un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la séance du 23 février 2022 lors de laquelle il avait été décidé de nommer la société « [...] » comme DPD, ainsi que le formulaire de déclaration du DPD à la CNPD, signé et daté au 9 février 2023. Un formulaire de déclaration du DPD rectifié, signé et daté au 9 février 2023 avait été reçu par la CNPD le même jour.

15. Par ailleurs, par courriel du 28 mars 2023 les agents enquêteurs avaient demandé au contrôlé de transmettre à la CNPD une copie du contrat qui avait été signé avec la société « [...] » et par courriel du 31 mars 2023 le contrôlé leur avait envoyé une copie de l'offre « GDPR | DPO as a service » de la société « [...] » qui avait été signé « vu et approuvé » par le Conseil communal en date du 23 février 2022.

⁴ Communication des griefs, points 15 à 17.



16. La Formation Restreinte constate dès lors qu'à la date d'ouverture d'enquête, c'est-à-dire le 9 décembre 2022, le contrôlé avait désigné un DPD, mais n'avait pas communiqué les coordonnées de ce DPD à la CNPD.

17. Au vu de ce qui précède, elle se rallie au chef d'enquête et conclut qu'au début de l'enquête le contrôlé a manqué à son obligation découlant de l'article 37.7 du RGPD.

II. 2. Sur les mesures correctrices

1. Sur les principes

18. Conformément à l'article 12 de la loi du 1^{er} août 2018, la Commission nationale dispose des pouvoirs prévus à l'article 58.2 du RGPD:

« a) avertir un responsable du traitement ou un sous-traitant du fait que les opérations de traitement envisagées sont susceptibles de violer les dispositions du présent règlement;

b) rappeler à l'ordre un responsable du traitement ou un sous-traitant lorsque les opérations de traitement ont entraîné une violation des dispositions du présent règlement;

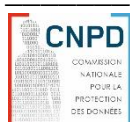
c) ordonner au responsable du traitement ou au sous-traitant de satisfaire aux demandes présentées par la personne concernée en vue d'exercer ses droits en application du présent règlement;

d) ordonner au responsable du traitement ou au sous-traitant de mettre les opérations de traitement en conformité avec les dispositions du présent règlement, le cas échéant, de manière spécifique et dans un délai déterminé;

e) ordonner au responsable du traitement de communiquer à la personne concernée une violation de données à caractère personnel;

f) imposer une limitation temporaire ou définitive, y compris une interdiction, du traitement;

g) ordonner la rectification ou l'effacement de données à caractère personnel ou la limitation du traitement en application des articles 16, 17 et 18 et la notification de ces



Décision de la Commission nationale siégeant en formation restreinte sur l'issue de l'enquête n°[...] menée auprès de l'Administration communale de Dalheim

mesures aux destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été divulguées en application de l'article 17, paragraphe 2, et de l'article 19;

h) retirer une certification ou ordonner à l'organisme de certification de retirer une certification délivrée en application des articles 42 et 43, ou ordonner à l'organisme de certification de ne pas délivrer de certification si les exigences applicables à la certification ne sont pas ou plus satisfaites;

i) imposer une amende administrative en application de l'article 83, en complément ou à la place des mesures visées au présent paragraphe, en fonction des caractéristiques propres à chaque cas;

j) ordonner la suspension des flux de données adressés à un destinataire situé dans un pays tiers ou à une organisation internationale ».

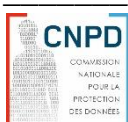
19. Conformément à l'article 48 de la loi du 1^{er} août 2018, la CNPD peut imposer des amendes administratives telles que prévues à l'article 83 du RGPD, sauf à l'encontre de l'État ou des communes.

20. La Formation Restreinte tient à préciser que les faits pris en compte dans le cadre de la présente décision sont ceux constatés au début de l'enquête. Les éventuelles modifications relatives aux traitements de données faisant l'objet de l'enquête intervenues ultérieurement, même si elles permettent d'établir entièrement ou partiellement la conformité, ne permettent pas d'annuler rétroactivement un manquement constaté.

21. Néanmoins, les démarches effectuées par le contrôlé pour se mettre en conformité avec le RGPD en cours de la procédure d'enquête ou pour remédier aux manquements relevés par le chef d'enquête dans la communication des griefs, sont prises en compte par la Formation Restreinte dans le cadre des éventuelles mesures correctrices à prononcer.

2. En l'espèce

22. Dans la communication des griefs le chef d'enquête « propose à la Formation Restreinte de prononcer un rappel à l'ordre à l'encontre du Contrôlé selon lequel il doit



Décision de la Commission nationale siégeant en formation restreinte sur l'issue de l'enquête n°[...] menée auprès de l'Administration communale de Dalheim

respecter la législation applicable en matière de désignation d'un délégué à la protection des données »⁵.

23. Quant à la mesure correctrice proposée par le chef d'enquête et par référence au point 21 de la présente décision, la Formation Restreinte prend en compte les démarches effectuées par le contrôlé afin de se conformer aux dispositions de l'article 37.7 du RGPD, telles que détaillées dans ses courriels des 9 février et 31 mars 2023.

24. Plus particulièrement, elle prend note qu'en date du 9 février 2023 :

- le contrôlé avait envoyé au chef d'enquête un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la séance du 23 février 2022 lors de laquelle il avait été décidé de nommer la société « [...] » comme DPD ; et
- le formulaire de déclaration du DPD, rectifié, signé et daté au même jour avait été reçu par la CNPD.

Elle note également que le 31 mars 2023 le contrôlé avait envoyé à la CNPD une copie de l'offre « GDPR | DPO as a service » de la société « [...] » qui était signée « vu et approuvé » par le Conseil communal en date du 23 février 2022.

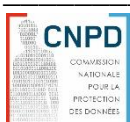
25. Néanmoins, en date de l'ouverture de l'enquête, le contrôlé n'avait pas communiqué les coordonnées de son DPD à la CNPD.

26. Pour ces raisons, la Formation Restreinte estime qu'il y a lieu de prononcer la mesure correctrice proposée par le chef d'enquête à cet égard et reprise au point 22 de la présente décision et de rappeler à l'ordre le contrôlé pour avoir violé l'article 37.7 du RGPD.

27. Finalement, aux termes de l'article 52 de la loi du 1^{er} août 2018 la « *CNPD peut ordonner, aux frais de la personne sanctionnée, la publication intégrale ou par extraits de ses décisions à l'exception des décisions relatives au prononcé d'astreintes, et sous réserve que :*

1° les voies de recours contre la décision sont épuisées ; et

⁵ Communication des griefs, point 23.



2° la publication ne risque pas de causer un préjudice disproportionné aux parties en cause ».

La Formation Restreinte considère que la publication de la présente décision ne risque pas de causer un préjudice disproportionné au contrôlé, mais qu'elle se justifie au regard de l'intérêt du public à connaître les résultats de la vérification générale que la CNPD avait effectuée auprès de toutes les communes luxembourgeoises au cours de l'été 2022.

Compte tenu des développements qui précèdent, la Commission nationale siégeant en formation restreinte, après en avoir délibéré, décide :

- de retenir le manquement à l'article 37.7 du RGPD ;
- de prononcer à l'encontre de l'Administration communale de Dalheim un rappel à l'ordre pour avoir violé l'article 37.7 du RGPD ;
- de publier la décision sur le site Internet de la Commission nationale dès que les voies de recours sont épuisées.

Belvaux, le 24 juillet 2023,

La Commission nationale pour la protection des données siégeant en formation restreinte,

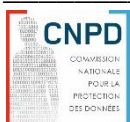
Tine A. Larsen
Présidente

Thierry Lallemand
Commissaire

Marc Lemmer
Commissaire

Indication des voies de recours

La présente décision administrative peut faire l'objet d'un recours en réformation dans les trois mois qui suivent sa notification. Ce recours est à porter devant le tribunal administratif et doit obligatoirement être introduit par le biais d'un avocat à la Cour d'un des Ordres des avocats.



Décision de la Commission nationale siégeant en formation restreinte sur l'issue de l'enquête n°[...] menée auprès de l'Administration communale de Dalheim